



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
5

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1112. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου. 1
1115. Περί τροποποιήσεως, ἀντικαταστάσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὁργάνων Ἀγροφυλακῆς ἐσχυοῦσης νομοθεσίας. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1112

Περί κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἐσχὺν νόμου ἡ εἰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977 ὑπογραφείσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, Συμφωνία συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἀλιείας καὶ τὸ συνημμένον εἰς αὐτὴν Πρωτόκολλον, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

de coopération en matière de pêche maritime entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie désireux de concrétiser au plus vite leur volonté d'approfondir et de développer leur collaboration exprimée dans l'accord de coopération économique, scientifique, culturelle et technique signé à Athènes le 1er avril 1977, et agissant conformément aux dispositions de l'article 4 dudit accord, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les parties contractantes sont d'accord pour coopérer dans le domaine de la pêche maritime; cette coopération doit viser avant tout la promotion et le développement des activités de pêche en République Islamique de Mauritanie et s'exercera notamment dans le domaine de l'armement à la pêche, le traitement la transformation et la commercialisation des produits de la pêche, la création d'infrastructure portuaires, la construction navale et la recherche scientifique et technique et la formation de cadres et techniciens de la pêche.

Article 2

Cette coopération se fera sous la forme soit d'une exploitation en commun des richesses maritimes de la Mauritanie soit d'une remise à la partie mauritanienne d'un pourcentage à convenir des prises effectuées par les chalutiers grecs soit l'octroi de licences de pêche par la partie mauritanienne soit sous une forme de coopération qui pourrait être convenue par les deux parties contractantes.

Article 3

1. La coopération en matière de pêche entre les deux parties sous une ou plusieurs des formes visées à l'article précédent sera prescrite pour toute la durée du présent Accord au moyen de protocoles annuels, sauf pour la période allant de la date de mise en vigueur du présent Accord jusqu'au 31 décembre 1978 qui sera régie par le Protocole annexé au présent Accord.

2. Trois mois avant l'expiration desdits protocoles, les parties contractantes se consulteront pour conclure le protocole de la prochaine période. Cette consultation pourra également se faire au moyen de la Commission prévue par l'art 5.

Article 4

1. La partie hellénique s'engage à entreprendre les activités de pêche prévues par le présent Accord suivant des méthodes scientifiques afin de préserver d'une manière rationnelle la richesse maritime de la Mauritanie et à procéder auxdites activités dans le cadre des lois et règlements en vigueur dans la République Islamique de Mauritanie.

2. La partie Mauritanienne s'engage à fournir toute l'assistance et les facilités nécessaires aux chalutiers grecs engagés dans lesdites activités de pêche.

Article 5

Afin de faciliter et de suivre l'application de cet Accord et afin d'intensifier la coopération en matière de pêche entre les deux Pays, les parties contractantes conviennent d'instituer une commission mixte composée de représentants des deux Gouvernements.

Cette commission Mixte se réunira au moins une fois par an, alternativement en Grèce et en Mauritanie.

Article 6

Le présent Accord annule et remplace l'Accord de pêche du 28 juin 1974 qui est de la sorte rendue, caduc.

En liquidation définitive des matières en suspens résultant de l'Accord ainsi annulé la partie hellénique paiera à la partie mauritanienne la somme de \$ 500.000 (cinq cent milles doll).

Article 7

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature sous réserve de ratification. Il est conclu pour une durée de 5 ans à moins qu'il ne soit renouvelé par la suite par les deux parties.

En foi de quoi les sous signés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes le 1er avril 1977 en deux originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie
STAVROS TATARIDIS	ABDALLAHI OULD ISMAIL

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

PROTOCOLE

Annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime entre la République Hellénique et la République Islamique de Mauritanie.

En application de l'article 3 de l'Accord de coopération en matière de pêche maritime qu'ils ont signé à Athènes le 1er Avril 1977, le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Dans le cadre de la réglementation en vigueur ou à intervenir et sous réserve des conditions ci-après, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie s'engage à autoriser jusqu'à 25 bateaux appartenant à des armateurs grecs d'un tonnage d'environ 10.000 tonnes le jauge brute à l'exclusion de tout bateau usine à pêche dans les eaux mauritaniennes situés entre le cap Blanc et la limite sud desdites eaux pour la période allant de la date de la signature du présent Protocole jusqu'au 31 décembre 1978.

2. Le Gouvernement Mauritanien s'engage à octroyer des licences de pêche uniquement aux bateaux qui auront été désignés par le Gouvernement hellénique; ce dernier se réserve le droit de révoquer cette désignation à tout moment et sans motivation et de remplacer les bateaux retirés par d'autres ayant des caractéristiques identiques, après en avoir informé les autorités mauritaniennes.

3. Lesdits bateaux seront repartis comme suit :

a) Les bateaux jaugeant jusqu'à 4 % tjb seront autorisés à pêcher à partir des 3 milles marins des lignes de base,

b) Les bateaux jaugeant entre 400 et 800 tjb seront autorisés à pêcher à partir de 6 milles des lignes de base,

c) Les bateaux jaugeant plus de 800 tjb seront admis à partir de 12 milles marins des lignes de base.

Article 2

L'octroi de licences de pêche par le Gouvernement mauritanien s'effectuera sous conditions suivantes :

1. Redevance de 200 doll. tjb an versés par les armateurs grecs intéressés.
2. Embauchement d'une moyenne de cinq matelots mauritaniens par bateau autorisé.
3. Fourniture aux industrie à terre de Nouadhibou de 400 kg/tjb/an des congélateurs autorisés de poisson frais pour traitement industriel.

Cette quantité sera achetée par la partie mauritanienne aux prix courants.

Article 3

1. Les bateaux grecs désignés devront se présenter pour prendre leur licence dans un délai maximum de 45 jours après l'entrée en vigueur du présent protocole. Passée cette période les autorités mauritaniennes seront dégagées de toute obligations vis-à-vis des bateaux retardataires et pourront disposer librement des licences correspondantes.

2. Dans le cas où les bateaux grecs désignés n'atteignent pas le tonnage prévu de 10.000 tjb dans le délai des 45 jours, le Gouvernement mauritanien dans le mesure où la disponibilité de ses eaux le permet pourra octroyer des licences complémentaires à partir du 1er janvier 1978.

Article 4

1. La partie hellénique utilisera des chalutiers à glace pour s'acquitter de son obligation de fournir aux industries à terre de Nouadhibou du poisson frais conformément aux dispositions de l'article 2 paragr. 3.

2. Lesdits chalutiers à glace ne seront pas soumis aux conditions prévues par l'article 2 et ne seront tenus qu'au paiement d'une redevance de 10 doll. tjb/an.

Article 5

1. Le paiement du montant à verser en espèces pour le congelateurs s'effectuera en deux échéances au compte du Trésorier Général de la Mauritanie à Nouakchott.

Le premier versement, correspondant à la période de 1er avril au 31 décembre 1977, sera fait préalablement à la délivrance des licences, le second, correspondant à la période du premier janvier au 31 décembre 1978, au courant du mois de janvier 1978.

2. Le montant de droits de pêche relatifs aux bateaux à glace visés à l'article 4 sera payable à la Trésorerie de Nouadhibou suivant la même périodicité.

Article 6

Si pour une raison autre que le cas de force majeure la quantité de poisson visée à l'article 2 paragr. 3 n'est pas débarquée à Nouadhibou par les bateaux grecs la partie hellénique paiera une pénalité de 100 doll. par tonne de poisson non débarquée.

Article 7

1. Les salaires, indemnités diverses, frais d'assurances, accidents de travail et maladies professionnelles des marins mauritaniens seront à la charge des armateurs grecs.

2. La formation professionnelle de ces marins et leurs différents domaines de spécialisation feront l'objet de consultations entre les armateurs et la Commission technique régionale de Nouadhibou chargée de la supervision de ce type de formation.

Article 8

La partie hellénique s'engage à ravitailler dans la mesure du possible les bateaux bénéficiant de licences de pêche en denrées et ingrédients à partir de Nouadhibou.

Article 9

La partie hellénique s'engage à fournir aux services du Ministère des pêches de la Mauritanie les données statistiques de pêche des bateaux grecs, sur formulaire dont le modèle est délivré par la partie mauritanienne. Ces données seront remises à la fin de chaque année.

Article 10

Les licences de pêche qui seront délivrées pour la période du premier avril au 31 décembre 1977 seront automatiquement renouvelées pour la seconde période du 1er janvier au 31 décembre 1978.

Article 11

Le présent Protocole est valable du 1er avril 1977 au 31 décembre 1978.

Fait à Athènes le 1er avril 1977, en deux originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République hellénique	Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie
STAVROS TATARIDIS	ABDALLAHI OULD ISMAIL

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture	Ministre de Pêche et de la Marine Marchande
-----------------------------------	---

Athènes le 1er avril 1977

Le Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture

Monsieur le Ministre,

Au sujet de la date de l'entrée en vigueur du Protocole annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime de 1er avril 1977, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en raison des dispositions internes helléniques cette date sera rapportée au jour de l'approbation gouvernementale qui sera faite le plus tôt possible et en tout cas pas plus tard que le 30 avril 1977.

J'ai pris bonne note de l'assurance que vous m'avez donnée d'accorder des dérogations aux conditions stipulées à l'art. 1 paragr. 3 du Protocole concernant les zones de pêches.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
M. ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

Athènes le 1er avril 1977

Le Ministre de Pêche et de la Marine Marchande de la République Islamique de Mauritanie.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er avril 1977 et de vous informer que je suis d'accord sur son contenu.

Concernant la repartition des bateaux suvanties zones de pêche je tiens à vous informer qu' exceptionnellement les navires d'environ 500 tjb pourront pêcher dans la zone située à partir des 3 milles marines des lignes de base.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre des Pêches et de la Marine Marchande

S. E. M. STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
de la République Hellénique

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας.

Η Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας, επιθυμούσαι να συγκεκριμενοποιήσουν το ταχύτερον την θέλησιν των όπως εμβαιόουν και αναπτύξουν την συνεργασίαν των, ως αυτή εκδηλούται εις την συμφωνίαν οικονομικής, επιστημονικής, μορφωτικής και τεχνικής συνεργασίας, υπογραφείσαν εις Αθήνας 1ην Απριλίου 1977 και ενεργούσαι, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 4 της εν λόγω συμφωνίας, συνεφώνησαν επί των ακόλουθων:

Άρθρον 1.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να συνεργασθούν εις τόν τομέα της θαλασσίας αλιείας ή συνεργασία αυτή, δέον να αποβλέπη κυρίως εις την προαγωγήν και την ανάπτυξιν των αλιευτικών δραστηριοτήτων εις την Ισλαμικήν Δημοκρατίαν της Μαυριτανίας και θα ασκήται ιδία εις τόν τομέα εξοπλισμού των αλιευτικών σκαφών, εις την κατεργασίαν, μετατροπήν και διάθεσιν των προϊόντων της αλιείας, εις την δημιουργίαν λιμενικής υποδομής, την ναυπήγησιν και την επιστημονικήν και τεχνικήν έρευναν και εις την δημιουργίαν στελεχών και τεχνικών διά την αλιείαν.

Άρθρον 2.

Η συνεργασία αυτή θα γίνη υπό την μορφήν, είτε μιᾶς συνεκμεταλλεύσεως του θαλασσίου πλούτου της Μαυριτανίας, είτε της απόδοσεως εις την Μαυριτανικήν πλευράν ενός καθορισθησομένου ποσοστού εκ των αλιευμάτων των ελληνικών αλιευτικών σκαφών, είτε της χορηγήσεως άδειών αλιείας υπό της Μαυριτανικής πλευράς, είτε υπό μορφήν συνεργασίας, ή οποία θα ήδύνατο να καθορισθῇ από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρον 3.

1. Η συνεργασία εις θέματα αλιείας μεταξύ των δύο μερών υπό μίαν ή περισσότερας των μορφών των σκοπούμενων εις το προηγούμενον άρθρον θα καθορισθῇ δι' ὅλην την διάρκειαν της παρούσης συμφωνίας δι' ἐτησίαν πρωτοκόλλων, πλὴν της περιόδου από της ἡμερομηνίας δέσεως ἐν ἰσχύι της παρούσης Συμφωνίας μέχρι της 31.12.1978, ή οποία θα διέπεται υπό του συνημμένου εις την παρούσαν Συμφωνίαν Πρωτοκόλλου.

2. Τρεῖς μήνες πρὸ της λήξεως των ἐν λόγω πρωτοκόλλων, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διαβουλεύωνται διά την σύναψιν του πρωτοκόλλου της ἐπομένης περιόδου. Η διαβούλευσις αυτή θα δύναται επίσης να γίνη διά της προβλεπόμενης εις το άρθρον 5 Ἐπιτροπής.

Άρθρον 4.

1. Η Ελληνική πλευρά αναλαμβάνει να ενεργήσῃ τας προβλεπομένας εις την παρούσαν Συμφωνίαν αλιευτικὰς δραστηριότητας με ἐπιστημονικὰς μεθόδους, ὥστε να διαφυλαχθῇ κατὰ ὀρθολογικὸν τρόπον ὁ θαλάσσιος πλοῦτος της Μαυριτανίας, καὶ να προβῇ εἰς τὰς ἐν λόγω δραστηριότητας ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ τῶν κανονισμῶν ἐν ἰσχύι εἰς την Ἰσλαμικήν Δημοκρατίαν της Μαυριτανίας.

2. Η Μαυριτανική πλευρά αναλαμβάνει την ὑποχρέωσιν να παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν καὶ τὰς ἀπαιτούμενας διευκολύνσεις εἰς τὰ ἐλληνικὰ αλιευτικὰ σκάφη τὰ ὅποια ἀσκοῦν τὰς ἐν λόγω αλιευτικὰς δραστηριότητας.

Άρθρον 5.

Με σκοπὸν την διευκόλυνσιν καὶ την παρακολούθησιν της ἐφαρμογῆς της παρούσης Συμφωνίας καὶ με σκοπὸν την ἐντονωτέραν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα της αλιείας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως συσταθῇ μία Μικτὴ Ἐπιτροπή, ἀποτελουμένη ἀπὸ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἡ Μικτὴ αὕτη Ἐπιτροπή θα συνέρχεται τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἐναλλάξ εἰς την Ἑλλάδα καὶ την Μαυριτανίαν.

Άρθρον 6.

Η παρούσα Συμφωνία καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ την Ἀλιευτικὴν Συμφωνίαν της 26 Ἰανίου 1974, ή ὅποια οὕτω καθίσταται ἄκυρος.

Διὰ την ὀριστικὴν ἐκκαθάρισιν τῶν ἐκκρεματήτων αἱ ὁποῖαι προκύπτουν ἐκ της οὕτω καταργουμένης Συμφωνίας, ή Ελληνική πλευρά θα καταβάλῃ εἰς την Μαυριτανικήν πλευράν τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων (πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων).

Άρθρον 7.

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύι ἀπὸ της ἡμέρας της ὑπογραφῆς της ὑπὸ την ἐπιφύλαξιν της κυρώσεώς της. Συναπτεται διὰ μίαν περίοδον 5 ἐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν ἀνανεωθῇ ἐν συνεχείᾳ ὑπὸ τῶν δύο μερῶν.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ὁποίων οἱ ὑπογεγραμμένοι, θεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἀπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν την παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 1ῃ Ἀπριλίου 1977, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς την Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ την Κυβέρνησιν
της Ελληνικής Δημοκρατίας της Ισλαμικής Δημοκρατίας
της Μαυριτανίας

(ὑπογραφή)

Σταῦρος Ταταρίδης
Υφυπουργὸς Γεωργίας

(ὑπογραφή)

Ἀμπταλαχί Οὐλντ' Ἰσμαήλ
Υπουργὸς Ἀλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον εις την Συμφωνίαν συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας.

εις ἐφαρμογήν του άρθρου 3 της Συμφωνίας συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας την ὁποίαν ὑπέγραψαν εἰς τὰς Ἀθήνας την 1ην Ἀπριλίου 1977, ή Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας καὶ ή Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Άρθρον 1.

1. Εἰς τὰ πλαίσια τῶν ἐν ἰσχύι ή μελλόντων να ἰσχύουν νόμων καὶ ὑπὸ την ἐπιφύλαξιν τῶν κάτωθι ὄρων, ή Κυβέρνησις της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας ἀνα-

λαμβάνει να επιτρέψει εις μέχρι 25 πλοία ανήκοντα εις "Ελληνικας έφοπλιστάς, όλικής χωρητικότητας 10.000 κόρων περίπου —έξαιρέσει των πλοίων εργοστασίων— να άλιεύουν εις τὰ Μαυριτανικά ύδατα μεταξὺ τοῦ Λευκοῦ άκρωτηρίου καὶ τῶν νοτίων όρίων τῶν ἐν λόγω ύδάτων, διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου μέχρι τῆς 31.12.1978.

2. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας ἀναλαμβάνει νὰ χορηγήσῃ άδειάς άλιείας μόνον εις τὰ πλοία ἐκεῖνα, τὰ όποια θά ὑποδειγθοῦν ὑπὸ τῆς "Ελληνικῆς Κυβερνήσεως" ἡ τελευταία αὕτη θαυτηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν έγκρισίν τῆς ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν καὶ ἀνευ αἰτιολογίας καὶ νὰ ἀντικαθιστᾷ τὰ ἀνακληθέντα πλοία δι' ἄλλων, έχόντων τὰ αὐτὰ χαρακτηριστικά, ἀφοῦ ἐνημερώσῃ σχετικῶς τὰς Μαυριτανικάς άρχάς.

3. Τὰ ἐν λόγω πλοία θά καταναμεθῶν ὡς ἐξῆς:

α) Τὰ πλοία όλικής χωρητικότητας μέχρι 400 κόρων θά ἔχουν άδειαν άλιείας ἀπὸ 3 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

β) τὰ πλοία όλικής χωρητικότητας μεταξὺ 400 καὶ 800 κόρων θά ἔχουν άδειαν άλιείας ἀπὸ 6 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

γ) τὰ πλοία όλικής χωρητικότητας ἀνω τῶν 800 κόρων θά ἔχουν άδειαν άλιείας ἀπὸ 12 ναυτικά μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως.

"Άρθρον 2.

Ἡ χορήγησις άδειῶν άλιείας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαυριτανίας, θά πραγματοποιηθῇ ὑπὸ τοὺς ἀκολουθοῦς όρους:

1. Ὑποχρέωσις πληρωμῆς 200 δολλαρίων κατὰ κόρον έτησίως καταβλητέων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Ἑλλήνων έφοπλιστῶν.

2. Πρόσληψις κατὰ μέσον όρου 5 Μαυριτανῶν ναυτῶν διὰ κάθε πλοίου διαθέτον άδειαν.

3. Προμήθεια εις τὰς βιομηχανίας εἰσόδους τῆς NOUADHIBOU 400 χιλῶν κατὰ κόρον έτησίως ὑπὸ τῶν έχόντων άδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων διὰ βιομηχανικὴν χρῆσιν.

Ἡ ποσότης αὕτη θά ἀγοράζεται ἀπὸ τὴν Μαυριτανικὴν πλευρὰν εις τὴν τρέχουσαν τιμὴν.

"Άρθρον 3.

1. Τὰ όρισθέντα Ἑλληνικά πλοία ὑποχρεοῦνται ὅπως παρουσιαθοῦν διὰ νὰ παραλάβουν τὰς άδειάς των ἐντὸς προθεσμίας τὸ ἀνώτερον 45 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου. Μετὰ τὴν παρεύλευσιν τῆς προθεσμίας ταύτης, αἱ Μαυριτανικαὶ άρχαὶ θά ἀπαλλάσσονται ἐναντι τῶν εκπροσθέντων πλοίων πάσης ὑποχρέωσης καὶ θά δύναται νὰ διαθέτουν ἐλευθέρως τὰς ἐν λόγω άδειάς.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὰ όρισθέντα Ἑλληνικά πλοία δὲν θά φθάσουν τὴν προβλεπόμενην όλικὴν χωρητικότητα τῶν 10.000 κόρων ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῶν 45 ἡμερῶν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας, εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν ἡ δυνατότης τῶν ὑδάτων τῆς τὸ ἐπιτρέπει, θά δύναται νὰ χορηγῇ συμπληρωματικάς άδειάς ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1978.

"Άρθρον 4.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θά χρησιμοποιεῖ άλιευτικά πλοία πάγου διὰ νὰ ἐκπληρώσῃ τὴν ὑποχρέωσίν τῆς ὅπως προμηθεύσῃ εἰς τὰς βιομηχανίας εἰσόδους τῆς NOUADHIBOU νωποὺς ἰχθείας, συμφώνως πρὸς τὴν διάταξιν τοῦ άρθρου 2, παράγραφος 3.

2. Τὰ ἐν λόγω άλιευτικά πλοία πάγου δὲν θά ὑπόκεινται εἰς τοὺς όρους τοὺς προβλεπόμενους ὑπὸ τοῦ άρθρου 2 καὶ δὲν θά ὑποχρεοῦνται εἰ μὴ εἰς τὴν καταβολὴν 10 δολλαρίων κατὰ κόρον έτησίως.

"Άρθρον 5.

1. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ποσοῦ τοῖς μετρητοῖς ὑπὸ τῶν έχόντων άδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων θά πραγμα-

τοποιεῖται εἰς δύο δόσεις εἰς τὸν λογαριασμὸν τοῦ Γενικοῦ Ὑθσαυροφυλακίου τῆς Μαυριτανίας εἰς NOUAKCHOTT.

Ἡ πρώτη δόσις, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θά πραγματοποιηθῇ πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῶν άδειῶν, ἡ δευτέρα, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ μηνὸς Ἰανουαρίου 1978.

2. Τὸ ποσὸν τῶν δικαιωμάτων άλιείας τῶν άφορώντων εἰς τὰ πλοία πάγου τὰ όποια προβλεποῦνται ὑπὸ τοῦ άρθρου 4, θά καταβάλλεται εἰς τὸ Ὑθσαυροφυλάκιον τῆς NOUADHIBOU μετὰ τὴν αὐτὴν περιοδικότητα.

"Άρθρον 6.

Ἐὰν διὰ μίαν αἰτίαν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀνωτέρας θίας, ἡ ποσότης τῶν ἰχθύων ἡ προβλεπόμενη ὑπὸ τοῦ άρθρου 2 παρ. 3, δὲν ἐκφορτωθῇ εἰς NOUADHIBOU ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν πλοίων, ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ θά καταβάλῃ ὡς ποινικὴν ρήτραν 100 δολλάρια διὰ κάθε τόννον μὴ ἐκφορτωθέντων ἰχθύων.

"Άρθρον 7.

1. Οἱ μισθοί, αἱ διαφοροὶ ἀποζημιώσεις, τὰ έξοδα ἀτραλίσσεως, τὰ έργατικά ἀτυχήματα καὶ αἱ ἐπαγγελματικαὶ ἀσθένειαι τῶν Μαυριτανῶν ναυτῶν, θά εἶναι εἰς ἔαρος τῶν Ἑλλήνων έφοπλιστῶν.

2. Ἡ ἐπαγγελματικὴ κατάρτισις τῶν ναυτῶν τούτων καὶ ἡ ἐξειδικευσίς των εἰς διαφόρους τομεῖς θά ἀποτελέσουν ἀντικείμενον διαδουλεύσεων μεταξὺ τῶν Ἑλλήνων έφοπλιστῶν καὶ τῆς Τοπικῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς NOUADHIBOU τῆς ἐπιφορτισμένης μετὰ τὴν ἐπίβλεψιν τοιοῦτου τύπου καταρτίσεως.

"Άρθρον 8.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται ἐντὸς τοῦ μέτρου τοῦ δυνατοῦ νὰ ἐπισιτίζῃ τὰ ἐπωφελοῦμενα άδειῶν άλιείας πλοία διὰ τροφίμων καὶ ἄλλων εφοδίων ἐκ τῆς NOUADHIBOU.

"Άρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται νὰ προμηθεύῃ εἰς τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Ἀλιείας τῆς Μαυριτανίας τὰ στατιστικά στοιχεία άλιείας τῶν ἑλληνικῶν πλοίων, ἐπὶ ἐντύπου τοῦ όποίου τὸ πρότυπον ἔχει ἐκδοθῇ ὑπὸ τῆς Μαυριτανικῆς πλευρᾶς.

Τὰ στοιχεῖα ταῦτα θά παραδίδωνται κατὰ τὸ τέλος ἐκάστου έτους.

"Άρθρον 10.

Αἱ άδειαι άλιείας αἵτινες θά ἐκδοθοῦν διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θά ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ τὴν δευτέραν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

"Άρθρον 11.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἰσχύει ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου 1977 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 1ῃ Ἀπριλίου 1977, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Ὑπογραφή

Ὑπουργὸς Γεωργίας
ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας

Ὑπογραφή

ABDALLAHI AULD ISMAIL
Ὑπουργὸς Ἀλιείας καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

Υπουργός Γεωργίας

Αθήναι, 1η Απριλίου 1977

Κύριε Υπουργέ,

Αναφερόμενος εις την ημερομηνίαν θέσεως εν ισχύι του συνημμένου Πρωτοκόλλου εις την Συμφωνίαν συνεργασίας εις θέματα θαλασσίας αλιείας της 1ης Απριλίου 1977, έχω την τιμήν να σας πληροφορήσω ότι, λόγω των Ελληνικών εσωτερικών νόμων, η ημερομηνία αυτή θα μετατεθῇ εις την ημέραν έγκρίσεως υπό της Κυβερνήσεως ή οποία θα πραγματοποιηθῇ τὸ ταχύτερον δυνατόν και ἐν πάσῃ περιπτώσει οὐχί ἀργότερον τῆς 30ῆς Απριλίου 1977.

Έλαβον υπό σημείωσιν τὴν διαβεβαίωσιν τὴν ὁποίαν ἐδώσατε νὰ δεχθῇτε παρεκκλίσεις εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1, παρ. 3 τοῦ Πρωτοκόλλου προβλεπόμενας διατάξεις τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς ζώνας αλιείας.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῇτε, Κύριε Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῶν πλέον διακεκριμένων αἰσθημάτων μου.

Υπογραφή

ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ

Υπουργός Γεωργίας

K.ABDALLAHI OULD ISMAIL

Υπουργὸν Ἀλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

Αθήναι, 1η Απριλίου 1977

Ο Υπουργός Ἀλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας τῆς
Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας

Κύριε Υπουργέ,

Έχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λήψιν τῆς ἐπιστολῆς σας ἀπὸ 1ης Απριλίου 1977 καὶ νὰ σας πληροφορήσω ὅτι συμφωνῶ μὲ τὸ περιεχόμενόν της.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν κατανομήν τῶν πλοίων συμφώνως πρὸς τὰς ζώνας αλιείας, σας πληροφορῶ ὅτι κατ' ἐξάίρεσιν τὰ πλοῖα ὀλικῆς χωρητικότητος περίπου 500 κάρων θὰ δύνανται νὰ ἀλιεύουν ἐντὸς τῆς ζώνης τῆς κειμένης ἀπὸ 3 ναυτικά μίλια ἀπὸ τῶν γραμμῶν θέσεων.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῇτε, Κύριε Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῶν πλέον διακεκριμένων αἰσθημάτων μου.

Υπογραφή

ABDALLAHI OULD ISMAIL

Υπουργὸς Ἀλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίαςκ. Σταῦρον Ταταρίδην
Υπουργὸν Γεωργίας τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμφωνίας προβλεπόμενης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα-Πρακτικά ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιευσεως του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Μ. ΕΒΕΡΤ

ΑΝΑΠΑΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1115

(2)

Περὶ τροποποιήσεως, ἀντικαταστάσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς ἰσχυροῦσης νομοθεσίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Σύστασις — Ἔβρα — Σκοπός.

1. Τὸ συσταθὲν δυνάμει τοῦ Ν. 1900/1951 «περὶ ἰδρύσεως τοῦ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς» Ταμείου, μετονομασθὲν διὰ τοῦ ἄρθρου 14 παρ. 2 τοῦ Ν.Δ. 4523/1966 «περὶ συνταξιοδοτήσεως τῶν ὀργάνων τῆς Ἀγροφυλακῆς» εἰς Ταμεῖον Συντάξεων καὶ Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς, ὀνομάζεται ἐφεξῆς Ταμεῖον Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς (Τ.Α.Ο.Α.) Τὸ Τ.Α.Ο.Α. ἀποτελεῖ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου, ἔχει ἔδραν τὰς Ἀθήνας καὶ τελεῖ ὑπὸ τὴν ἐποπτεῖαν τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

2. Σκοπὸς τοῦ Ταμείου εἶναι ἡ, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τοῦ παρόντος, χορήγησις ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς εἰς τοὺς ἐξερχομένους τῆς ὑπηρεσίας ἡσφαλισμένους, ἢ, ἐν περιπτώσει θανάτου αὐτῶν, εἰς τὰς οἰκογενεῖας των, κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 6 παρ. 2 ὀριζόμενα.

3. Ἡ ὑπηρεσία τοῦ Ταμείου διεξάγεται ἀπὸ ὑπαλλήλους Ἀγροφυλακῆς, διακηνητικῶς καὶ ὀργανικῶς, λαμβανόμενος ἐκ τῆς δυνάμεως τῶν ὑπαλλήλων καὶ ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς.

Ἄρθρον 2.

Διαχείρισις κεφαλαίων.

1. Τὰ κεφάλαια τοῦ Ταμείου κατατίθενται ἐπὶ τόκῳ εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος, δύναται δὲ καὶ νὰ ἐπενδύωνται καὶ ἄλλως κατὰ τὰς ἐκάστοτε ἰσχύουσας διατάξεις περὶ τρόπου διαθέσεως κεφαλαίων Ν.Π.Δ.Δ.

2. Ἐκ τῶν διαθέσιμων κεφαλαίων τοῦ Ταμείου καὶ τοῦ παρ' αὐτῷ λειτουργούντος Λογαριασμοῦ Αὐτασφαλίσεως Ὑπαλλήλων Ἀγροφυλακῆς (ΛΑΥΑ), κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δύναται νὰ χορηγοῦνται δάνεια εἰς τοὺς ἡσφαλισμένους τοῦ Ταμείου ἢ τοῦ Λογαριασμοῦ ὀντιστοιχῶς, κατὰ τοὺς ἐκάστοτε ἰσχύοντες ὅρους καὶ προϋποθέσεις τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς.

3. Αἱ δαπάναι βιοκινήσεως καὶ διαχειρίσεως βαρύνουν τὸ Τ.Α.Ο.Α. καὶ τὸν Λ.Α.Υ.Α. ἀναλόγως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἡσφαλισμένων ἐκάστου.

*Άρθρον 3.

Πόροι.

1. Πόροι του Ταμείου είναι:

α) Κράτησις 5% επί του βασικού μισθοῦ καὶ τοῦ ἐπιδόματος χρόνου ὑπηρεσίας τῶν ἡσφαλισμένων.

β) Κράτησις ἴση πρὸς τὸν βασικὸν μισθὸν τοῦ πρώτου δεκαπενθήμερου τῶν τὸ πρῶτον διοριζομένων εἰς θέσιν ὑπαλλήλου τῶν Κλάδων ΜΕ3 ἀρχιφυλάκων ἢ ΣΕ2 ἀγροφυλάκων ἡσφαλισμένων, καταβαλλομένη εἰς 12 ἰσοπόσους μηνιαίας δόσεις.

γ) Κράτησις τοῦ ἡμίσεος τῆς διαφορᾶς εἰς περίπτωσιν αὐξήσεως τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν τῶν ἡσφαλισμένων κατὰ τὸν πρῶτον ἀπὸ τῆς αὐξήσεως μῆνα.

δ) Κράτησις τοῦ ἡμίσεος τῆς διαφορᾶς τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν τῶν προαγομένων ἢ λαμβανόντων ἐπίδομα χρόνου ὑπηρεσίας ἡσφαλισμένων κατὰ τὸν πρῶτον μῆνα ἀπὸ τῆς προαγωγῆς ἢ τῆς ἀπονομῆς τοῦ ἐπιδόματος.

ε) Κράτησις 5% ἐπὶ πάσης ἀμοιβῆς ἢ ἀποζημιώσεως τῶν εἰς τὸ Ταμεῖον ἡσφαλισμένων λόγω παροχῆς προσθέτου ὑπηρεσίας πάσης φύσεως, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ὑπὸ μορφὴν ἐξόδων κινήσεως καὶ ὁδοιπορικῶν παρεχομένων, ὡς καὶ τῆς ἡμερησίας ἀποζημιώσεως τῶν ἐκτὸς ἑδρας μετακινουμένων.

στ) Δωρεαί, κληρονομίαι, κληροδοσίαι καὶ πάσα ἄλλη ἐν χαριστικῇ αἰτίᾳ παροχὴ πρὸς τὸ Ταμεῖον.

ζ) Οἱ τόκοι καὶ αἱ ἐν γένει πρόσοδοι τῶν κεφαλαίων καὶ τῆς περιουσίας τοῦ Ταμείου.

2. Τὰ καταβαλλόμενα δῶρα ἐπὶ ταῖς ἐορταῖς τῶν Χριστουγέννων καὶ Πάσχα ὡς καὶ τὸ ἐπίδομα ἀδείας τῶν ἡσφαλισμένων δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν περὶ ἧς ἡ περίπτωσις ι τῆς παρ. 1 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ κράτησιν.

*Άρθρον 4.

Παρακράτησις καὶ ἀπδόσεις εἰσφορῶν.

1. Αἱ κατὰ τὰς περιπτώσεις α—ε τῆς παρ. 1 τοῦ προηγούμενου ἀρθροῦ κρατήσεις ἐκ τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν καὶ ἀμοιβῶν ἢ ἀποζημιώσεων ἐκκαθαρίζονται ὑπὸ τῶν ἐντελλομένων τὴν πληρωμὴν τούτων ἀρμοδίων ὀργάνων ἀναγράφονται ὑποχρεωτικῶς εἰς τὰς σχετικὰς καταστάσεις καὶ ἐντάλματα πληρωμῆς, τὰ ποσὰ δὲ τούτων παρακρατούμενα ὑπὸ τοῦ καταβάλλοντος ταῦτα Δημοσίου Ταμείου, ἀποδίδονται ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ Ταμεῖον ἐντὸς τοῦ ἐπομένου μετὰ τὴν καταβολὴν μηνός.

2. Ἐκκαθαριστῆς ἀποδοχῶν, ὁ ὁποῖος ἐκ προθέσεως ἀρνεῖται τὴν παρακράτησιν τῶν ἀνωτέρω εἰσφορῶν, διώκεται ποινικῶς καὶ ποινικῶς διὰ παράβασιν καθήκοντος. Τὰ τυχόν μὴ παρακρατηθέντα δι' οἰονδήποτε λόγον ποσὰ εἰσφορῶν παρακρατοῦνται ἐκ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ ὑποχρέου, κατόπιν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κοινοποιουμένων εἰς τὸν ἐκκαθαριστὴν ἀποδοχῶν, ἢ παρακράτησις δὲ αὕτη, μὴ δυναμένη μηνιαίως νὰ ὑπερβῇ τὸ 1/4 τοῦ βασικοῦ μισθοῦ αὐτοῦ, ἐμφανίζεται εἰς ἰδίαν στήλην τῶν μισθολογικῶν καταστάσεων ἐνδὸς ἡ πλειόνων, κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου μηνῶν. Ἐὰν δὲν γίνεταί δι' οἰονδήποτε λόγον μισθοδοσίᾳ τοῦ ὑποχρέου, αἱ μὴ παρακρατηθεῖσαι εἰσφοραὶ βεβαιοῦνται εἰς τὸ Δημοσίον Ταμεῖον, κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἀρθροῦ 33 τοῦ Β. Δ/τος 757/1969 (περὶ διαρρύσεως τῶν Δημοσίων Ταμείων, τῶν καθυκόντων τοῦ προσωπικοῦ αὐτῶν κ.λ.π.).

3. Τὰ ἔσοδα τοῦ Ταμείου κατατίθενται εἰς τὸ Ταμεῖον Παρακαταθηκῶν καὶ Δανείων ἢ εἰς μίαν τῶν ἡμεδαπῶν ἀνεγνωρισμένων Τραπεζῶν κατὰ τὰς περὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου ἀποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τηρουμένων τῶν τυχόν, ἐξ ἐτέρων γενικῶν ἢ ἐιδικῶν νόμων ὑφισταμένων περιορισμῶν.

4. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου, δύναται νὰ ἀνατίθεται ἡ χρηματικὴ διαχείρισις τοῦ Τ.Α.Ο.Α. εἰς τὸ Ταμεῖον Παρακαταθηκῶν καὶ Δανείων ἢ εἰς ἡμεδαπὴν ἀνεγνωρισμένην Τράπεζαν.

*Άρθρον 5.

Ἡσφαλισμένοι.

Ἐν τῷ Ταμείῳ ἀσφαλίζονται ὑποχρεωτικῶς πάντες οἱ ὑπηρετοῦντες καὶ ἐφεξῆς διοριζόμενοι:

α) Ὑπάλληλοι Κλάδου ΜΕ3 ἀρχιφυλάκων

β) Ὑπάλληλοι Κλάδου ΣΕ2 ἀγροφυλάκων

γ) Εἰς τὴν ἀσφάλισιν ὑπάγονται καὶ οἱ ὑπηρετοῦντες ἀρχιφύλακες Ἀγροφυλακῆς καὶ ἀγροφύλακες ἐπὶ θητείᾳ, καθὼς καὶ οἱ ἡδὴ ὑπηρετοῦντες ἀναπληρωταὶ ἀγροφύλακες.

*Άρθρον 6.

Δικαίωμα ἀρωγῆς.

1. Δικαιοῦνται ἐφ' ἀπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς ἐκ τοῦ Ταμείου οἱ κατὰ τὸ προηγούμενον ἀρθρον ἡσφαλισμένοι αὐτοῦ οἱ ὅπωςδῆποτε ἐξερχόμενοι τῆς ὑπηρεσίας:

α) Μετὰ χρόνον ἀσφάλισεως 20 τοῦλάχιστον πλήρων ἐτῶν.

β) Λόγω σωματικῆς ἢ διανοητικῆς ἀνικανότητος συνεπείᾳ ἀτυχήματος ἢ νόσου, μὴ ὀφειλομένων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν, βεβαιουμένων δὲ κατὰ τὰς ἐκάστοτε ἰσχυρῶς διὰ τοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους διατάξεις, μετὰ χρόνον ἀσφάλισεως 10, τοῦλάχιστον, ἐτῶν.

γ) Λόγω σωματικῆς ἢ διανοητικῆς ἀνικανότητος συνεπείᾳ ἀτυχήματος ἐν τῇ ἐκτελέσει τῆς ὑπηρεσίας τῶν, ἢ ἐξ αἰτίας ταύτης ἢ συνεπείᾳ νόσου σωματικῆς ἢ πνευματικῆς προκληθείσης ἐκ τῆς ὑπηρεσίας τῶν ἀνεξαρτήτως χρόνου ὑπηρεσίας.

δ) Λόγω καταργήσεως θέσεως μετὰ χρόνον ἀσφάλισεως 10 τοῦλάχιστον πλήρων ἐτῶν.

ε) Οἱ ἐξερχόμενοι λόγω ὀρίου ἡλικίας ἢ ἀπομακρυνόμενοι ὅπωςδῆποτε ἐκ τῆς ὑπηρεσίας μετὰ τὴν συμπλήρωσιν τριακονταπενταετοῦς ὑπηρεσίας καὶ ἔχοντες εἰς ἑκατέραν τῶν περιπτώσεων 15 τοῦλάχιστον ἔτη ἀσφάλισεως.

2. Ἐν περιπτώσει θανάτου ἡσφαλισμένου πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀρωγῆς ἢ πρὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καταβληθεῖσων εἰσφορῶν, τὸ δικαίωμα τῆς ἐφ' ἀπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς περιέρχεται κατ' ἰσομοιρίαν:

α) Εἰς τὸν ἐπιζῶντα σύζυγον καὶ τὰ τέκνα τοῦ ἡσφαλισμένου τὰ νόμιμα, νομιμοποιηθέντα, υἱοθετηθέντα καὶ ἀναγνωρισθέντα τὰ μὲν ἄρρενα ἐφ' ὅσον εἶναι ἄγαμα καὶ ἀνήλικα, τὰ δὲ θήλεα ἐφ' ὅσον εἶναι ἄγαμα.

β) Μὴ ὑπάρχοντος συζύγου μηδὲ τέκνων εἰς τοὺς ἐπιζῶντας γονεῖς τοῦ ἡσφαλισμένου.

γ) Μὴ ὑπάρχοντων γονέων τοῦ ἡσφαλισμένου εἰς τὰς ἀγάμους ἀδελφάς καὶ τοὺς ἀνηλικίους ἀγάμους ἀδελφούς τούτου.

3. Ἡ ἀνικανότης τῶν ἡσφαλισμένων, περὶ ἧς αἱ περιπτώσεις β καὶ γ τῆς παρ. 1 διαπιστοῦται ἐκ τῆς ἐν τῇ συνταξιοδοτικῇ ἀποφάσει τοῦ Δημοσίου ἀναφερομένης γνωματεύσεως τῆς οἰκείας Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς.

*Άρθρον 7.

Ἐπιστροφή εἰσφορῶν.

1. Ἡσφαλισμένοι τοῦ Ταμείου ἐξερχόμενοι τῆς ὑπηρεσίας, δι' οἰονδήποτε λόγον καὶ μὴ συμπληροῦντες τὰς ἀπαιτούμενας προϋποθέσεις χορηγήσεως τῆς ἐφ' ἀπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς, δικαιοῦνται εἰς ἐπιστροφήν τῶν καταβληθεῖσων εἰσφορῶν ἀτόκως, ὡς ἀκολουθῶς:

α) Οἱ μὴ συμπληρώσαντες πενταετὴ ἀσφάλισιν τὸ 50% τῶν εἰσφορῶν.

β) Οἱ συμπληρώσαντες χρόνον ἀσφάλισεως ἄνω τῶν πέντε ἐτῶν καὶ μέχρι 10 ἔτη τὸ 75% τῶν εἰσφορῶν.

γ) Οἱ συμπληρώσαντες χρόνον ἀσφάλισεως ἄνω τῶν 10 ἐτῶν τὸ 100% τῶν εἰσφορῶν.

2. Τῆς κατὰ τὴν προηγούμενην παράγραφον, ἐπιστροφῆς εἰσφορῶν διακρίνεται, τῇ αἰτήσεϊ των, καὶ οἱ ἡσφαλισμένοι τοῦ Ταμείου οἱ διακόπτοντες τὴν παρ' αὐτῷ ἀσφάλισιν των, λόγω διορισμοῦ ἢ μετατάξεως των εἰς ἐτέραν δημοσίαν ὑπηρεσίαν, ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν διακοπὴν δὲν συμπληρῶνουν τὰς

υπό του παρόντος νόμου προϋποθέσεις, δια την απόκτησιν δικαιώματος χρηρηγήσεως ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται διὰ τοὺς ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος νόμου καὶ ἐφεξῆς ἐξαρχομένους τῆς ὑπηρεσίας ἡσφαλισμένους.

Ἄρθρον 8.

Ποσὶν ἀρωγῆς.

1. Τὸ ποσὶν τῆς ἐκ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. παρεχομένης ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς εἰς τὰς περιπτώσεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ παρόντος συνίσταται εἰς πενήντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ μισθοῦ τοῦ τελευταίου μηνὸς τοῦ ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὸν βαθμὸν ἐξόδου ἐκ τῆς ὑπηρεσίας δι' ἑκάστον ἔτος ἀσφαλίσεως.

2. Τὸ ποσὶν τῆς ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς τῆς περιπτώσεως γ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 6 ὀρίζεται εἰς πενήντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ εἰσοδικίου τοῦ τελευταίου μηνιαίου μισθοῦ ἐάν ὁ χρόνος ἀσφαλίσεως εἴη μικρότερος τῶν 20 ἐτῶν.

3. Ὡς μισθὸς διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος νοῦνται ὁ βασικὸς μισθὸς καὶ τὸ ἐπίδομα χρόνου ὑπηρεσίας.

4. Ὡς χρόνος ἀσφαλίσεως διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς ἀρωγῆς νοεῖται ὁ τῆς πραγματικῆς ἀσφαλίσεως, δι' ἣν κατεβλήθησαν ἀσφαλιστικαὶ εἰσφορὰι ὡς καὶ ὁ ἀναγνωρισθεὶς χρόνος προϋπηρεσίας. Ἐφ' ὅσον κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ χρόνου ἀσφαλίσεως προκύπτει ὑπόλοιπον ἐξ (6) μηνῶν καὶ πλέον, τοῦτο θεωρεῖται ὡς πλήρες ἔτος, ἄλλως παραλείπεται.

5. Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμεῖου δύναται νὰ ἀυξομειω- νεται τὸ ποσὶν τῆς ἀρωγῆς τῆς παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναλόγως τῆς οικονομικῆς δυναμικότητος τοῦ Ταμεῖου ἐρε- δομένης ἐπὶ εἰδικῆς ἀναλογιστικῆς μελέτης.

6. Κατὰ τὴν πρώτῃν ἐφαρμογὴν τοῦ νόμου, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν ἀποχωρούντων τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὴν 31.12.1980.

Ἄρθρον 9.

Ἀναγνώρισις καὶ ἐξαγορὰ προϋπηρεσίας.

1. Οἱ ὑπηρετοῦντες κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος ὑ- πάλληλοι ἡσφαλισμένοι τοῦ Ταμεῖου, ὡς καὶ οἱ ἐφεξῆς διο- ριζόμενοι, ἔχοντες προϋπηρεσίαν εἰς τὸ Δημόσιον ἢ εἰς Ν.Π. Δ.Δ., ὑφ' οἷανδήποτε ἰδιότητα, ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζεται ὡς συν- τάξιμος κατὰ τὰς ἰσχύουσας διατάξεις ἢ λαμβάνεται ὑπ' ὅψιν διὰ τὴν ἐντάξιν καὶ προαγωγικὴν ἐξέλιξιν, δικαιούνται νὰ ἀναγνωρίζωσιν ὡς χρόνον ἀσφαλίσεως παρὰ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. τοιαύτην προϋπηρεσίαν μέχρι 15 τὸ πολὺ ἐτῶν. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει ἐπιτρέπεται ὅπως ὁ ἐκ τῆς ἀναγνωρισθεμένης οὗτω προϋπηρεσίας ἐκτὸς ἀγροφυλακῆς, μετὰ τῆς ἐν τῇ ἀγρο- φυλακῇ τοιαύτης, χρόνος ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Ταμεῖῳ ὑπερβῇ ἐν τῷ συνόλῳ τὰ 35 ἔτη, οὐδὲ λαμβάνεται ὑπ' ὅψιν ἢ πέραν τῶν 35 ἐτῶν ἀσφάλισης, ἐκ τῆς τοιαύτης προϋπηρεσίας, πρὸς ὑπο- λογισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς καταβληθεμένης ἀρωγῆς.

2. Ἡ ἀναγνώρισις τῆς ἐν τῇ προηγούμενῃ παραγράφῳ προ- υπηρεσίας ὡς χρόνον ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Τ.Α.Ο.Α., ἐνεργ- γεῖται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμεῖου, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερόμενου, ἐπὶ τῇ καταβολῇ τῆς ἐκάστοτε ἰσχύουσας εἰσφορᾶς ἐπὶ τῶν ἀποδοχῶν ἃς οὗτος λαμ- βάνει κατὰ τὸν μῆνα ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως, δι' ἑκάστον μῆ- να ἀναγνωριζομένης προϋπηρεσίας.

3. Τὸ ποσὶν τῆς ὀφειλῆς ἐξοφλεῖται εἴτε ἐφ' ἅπαξ ὑπὸ τῶν ἡσφαλισμένων ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἴτε εἰς μηνιαίας το- κοχρεωλυτικὰς δόσεις καθοριζομένας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. ὁ ἀριθμὸς τῶν ὁποίων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀναγνωριζομένων μηνῶν. Τὸ ἐπιτόκιον ἐπιβαρύν- σεως τῆς ὀφειλῆς ὀρίζεται ἴσον πρὸς τὸ κατὰ τὸν χρόνον ὑπο- βολῆς τῆς αἰτήσεως ἰσχὺον ἐπιτόκιον τῶν καταθέσεων Ν.Π. Δ.Δ. εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος.

4. Ἡ παρακράτησις ἐκάστης δόσεως ἐνεργεῖται ὑποχρεω- τικῶς ἐκ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ ἡσφαλισμένου τῆς παρ' ἣ ὑπηρετεῖ ὑπηρεσίας καὶ ἀποδίδεται εἰς τὸ Ταμεῖον μετὰ τῶν τμητι- κῶν εἰσφορῶν, ἄρχεται δὲ ἀπὸ τοῦ μεθεπομένου τῆς κοινοποιή- σεως τῆς περὶ ἀναγνώσεως ἀποφάσεως μηνός.

5. Ἐν περιπτώσει ἐξόδου τοῦ ἡσφαλισμένου ἐκ τῆς ὑπηρε- σίας τὸ ὑπόλοιπον τῆς ὀφειλῆς παρακρατεῖται ἐξ ὁλοκλήρου ἐκ τῆς ἐφ' ἅπαξ οικονομικῆς ἀρωγῆς.

Ἄρθρον 10.

Ἐξουσιοδοτικαὶ διατάξεις.

1. α) Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, ὁ ΛΑΓΑ συγχωνεύεται εἰς τὸ ΤΑΟΑ, καθοριζομένης καὶ τῆς νέας ὀνομασίας τοῦ Ταμεῖου.

β) Διὰ τῆς συγχωνεύσεως τὸ Ταμεῖον καθίσταται καθολι- κὸς διάδοχος τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τοῦ ΛΑΓΑ.

γ) Ἐπὶ μίαν ἡμερίαν ἀπὸ τῆς συγχωνεύσεως οἱ ἡσφαλισμέ- νοι τοῦ ΛΑΓΑ ὑπόκεινται εἰς τὰς μέχρι τῆς συγχωνεύσεως ἰσχυούσας διὰ τὸν ΛΑΓΑ εἰσφορὰς, ἀνασπασθέντων δι' αὐ- τοὺς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος νόμου.

2. Τὰ τῆς συνδέσεως, συγκροτήσεως καὶ λειτουργίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΑΟΑ καὶ τῶν ἀρμοδιοτήτων καὶ καθηκόντων τοῦ Προέδρου καὶ τῶν μελῶν αὐτοῦ, ὡς καὶ πᾶ- σα ἐτέρα λεπτομέρεια ἀναγκαῖα διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν αὐτοῦ, ὀρίζονται διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τῶν Ὑ- πουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οἰκονομικῶν καὶ Κοινων. Ὑπηρεσιῶν.

3. Διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοι- νωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ γνώμην τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΤΑΟΑ δύ- νανται νὰ τροποποιῶνται ἅπασαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος πλὴν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν κύκλον τῶν ἀσφαλιστέων προ- σώπων καὶ τοὺς πόρους τοῦ Ταμεῖου.

Ἄρθρον 11.

Καταργούμεναι διατάξεις.

1. Πᾶσα διάταξις, ἀντικειμένη εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἢ ρυθμίζουσα ἄλλως θέματα διεπόμενα ὑπὸ τούτου, καταργεῖται.

2. Μέχρις ἐκδόσεως τῶν ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 10 προβλεπόμενων κανονιστικῶν πράξεων, ἐφαρμόζονται αἱ ἰσχύ- ουσαι κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος διατάξεις τοῦ Τα- μεῖου.

Ἄρθρον 12.

Ἐναρξίς ἰσχύος.

Ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος νόμου, ὅπου δὲν ὀρί- ζεται ἄλλως, ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΣ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΔΑΒΑΚΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Μ. ΕΒΕΡΤ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΣΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ